

1 - Actualité nationale et internationale

Nouvelle norme professionnelle pour assurer la continuité des services bancaires des personnes surendettées

En application de la loi Lagarde du 1^{er} juillet 2010 relative à la réforme du crédit à la consommation, l'arrêté du 24 mars 2011 portant homologation de la norme professionnelle sur les relations entre les établissements teneurs de compte et leurs clients concernés par le traitement d'un dossier en commission de surendettement est entré en vigueur le 1^{er} mai 2011. Cet arrêté précise les modalités d'application de l'obligation pour les banques d'assurer la continuité des services bancaires des personnes surendettées ainsi que de proposer des moyens de paiement adaptés à la situation de ces personnes. Le contrôle du respect de cette norme est assuré par l'Autorité de contrôle prudentiel.

La nouvelle norme professionnelle impose aux établissements de crédit teneurs de compte :

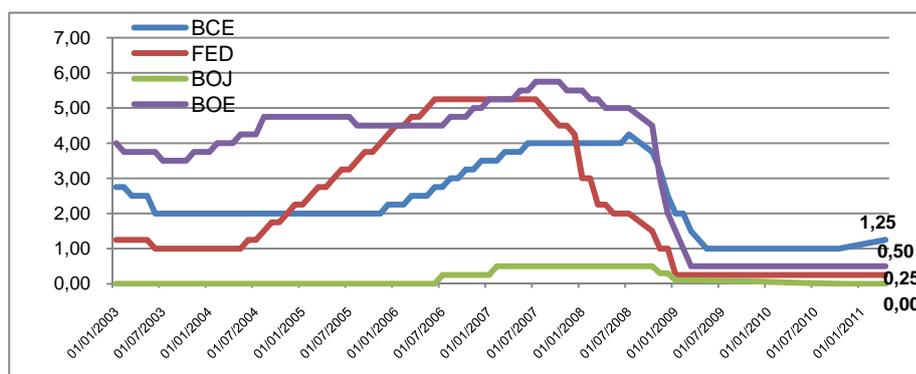
- de maintenir le compte de dépôt domiciliataire des revenus pendant la phase d'instruction du dossier par les commissions de surendettement et pendant la durée de mise en œuvre du plan de surendettement ou des mesures de traitement du surendettement, sauf comportement gravement répréhensible du client (non-respect par des clauses contractuelles ou de la législation anti-blanchiment) ;
- d'informer les clients concernés des conséquences de la procédure de surendettement sur la gestion de leurs comptes bancaires et sur les moyens de paiement afférents ; de proposer d'adapter ces moyens de paiement à leur situation aux fins d'éviter les incidents de paiement et de leur permettre de répondre à leurs dépenses courantes à coût réduit ;
- de proposer un rendez-vous pour compléter cette information et discuter des adaptations proposées dans un délai de 6 semaines à compter de la décision de recevabilité ;
- d'adapter le montant de l'autorisation de découvert à la situation de surendettement du client, avec l'accord de ce dernier. En effet, du fait de l'interdiction de paiement des dettes antérieures, tous les remboursements de crédit doivent être « gelés » à compter de la recevabilité du dossier, l'autorisation de découvert peut être adaptée en conséquence ;
- de valoriser auprès des clients concernés, notamment lors du rendez-vous, leur offre d'alerte par SMS sur l'état du compte afin d'en faciliter la gestion.

Taux d'intérêt

La BCE et la Fed maintiennent le statu quo monétaire

Le 5 mai 2011, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1,25 %, 2 % et 0,50 %. Le Président de la BCE observe que « les données économiques récentes confirment la tendance positive de l'activité économique dans la zone euro dans un contexte d'incertitude toujours élevé, ainsi que des tensions à la hausse de l'inflation globale liée principalement aux prix de l'énergie et des matières premières ».

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu le 27 avril 2011 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Le Comité a également décidé de poursuivre le programme de rachat de bonds du Trésor à hauteur de 600 milliards de dollars d'ici fin juin. Dans son communiqué, la Fed observe que la reprise économique s'effectue de manière modérée.



Chômage

Baisse du nombre de demandeurs d'emploi en France sur un mois

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 680 000 fin mars 2011, soit une baisse de 0,8 % sur un mois en données CVS-CJO (- 21 100 personnes). Sur un an, ce nombre croît de 0,7 % (- 2 % pour les hommes et + 3,8 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A augmente de 14,2 %.

Stabilité du taux de chômage dans la zone euro sur un an

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 9,9 % en mars 2011, stable par rapport à février. Il était de 10,1 % en mars 2010. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,5 % en mars 2011. Il était de 9,7 % en mars 2010.

Inflation

Hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,8 % sur un mois en mars 2011 ; sur un an, il croît de 1,9 %. L'inflation sous-jacente en France augmente de 0,7 % en glissement annuel.

Inflation dans la zone euro

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,8 % en avril 2011. Il était de 2,7 % en mars.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 28 avril 2011 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. En mars 2011, la production industrielle du Japon a chuté de 15,3 % par rapport à février, à la suite du séisme et du tsunami. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 0,1 % sur un an en mars. Les dépenses de consommation des ménages ont baissé de 8,5 % en glissement annuel. Le taux de chômage CVS est resté stable à 4,6 % en mars. En mars 2011, les exportations ont reculé de 2,2 %, les importations ont crû de 11,2 % en glissement annuel et l'excédent commercial s'élève à 1,65 milliard d'euros.

Hausse de l'inflation en Chine

Le PIB de la Chine a progressé de 9,7 % au premier trimestre 2011 contre 9,8 % au trimestre précédent. La production industrielle a augmenté de 14,4 % au premier trimestre 2011. En mars 2011, l'indice chinois des prix à la consommation a augmenté de 5,4 % sur un an. Les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 35,8 % et de 27,3 % sur un an. L'excédent commercial a atteint 140 millions de dollars au mois de mars.

Actualités bancaires

Prorogation du dispositif de la médiation du crédit aux entreprises

Le 4 avril 2011, Christine Lagarde, ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie et Frédéric Lefebvre, secrétaire d'Etat chargé du commerce, de l'artisanat, des PME, du tourisme et des services, ont reçu à Bercy Gérard Rameix, médiateur du crédit aux entreprises, Henri Jullien, directeur général des activités fiduciaires et de place à la Banque de France, Nicolas de Sèze, directeur général de l'IEDOM et de l'IEOM, François Pérol, président de la Fédération bancaire française ainsi que des représentants des entreprises pour signer la Charte de médiation du crédit prorogeant jusqu'à fin 2012 le dispositif de la médiation du crédit aux entreprises.

A cette occasion, la Ministre a confié à Gérard Rameix une mission de propositions visant à faciliter l'accès au crédit des très petites entreprises.

Réforme du crédit à la consommation

Le décret n° 2011-457 du 26 avril 2011 fixant les conditions d'application progressive de la réforme du crédit à la consommation aux contrats de crédit renouvelable en cours a été publié au Journal Officiel de la République du 27 avril 2011.

Publications de l'IEOM

Le microcrédit professionnel en outre-mer : un succès à consolider

Les Instituts d'émission (IEDOM et IEOM) viennent de publier une étude intitulée « *Le microcrédit professionnel en outre-mer : de la création de mono-entreprise au développement économique durable* ». Ces travaux ont été présentés dans le cadre du Comité économique consultatif de l'IEDOM qui s'est tenu le 27 avril dernier, à Paris. Le microcrédit semble s'appliquer avec pertinence dans les géographies ultramarines, du fait de leur dynamisme en termes de création d'entreprises, des spécificités de leur tissu d'entreprises et d'une demande potentielle importante liée à de forts taux de chômage et à une part élevée de personnes en situation d'exclusion. Progressivement développé en outre-mer, sans adaptation majeure du « modèle » d'origine, ce concept a suscité un engouement indéniable, comme en attestent les taux de progression du microcrédit et la part des entreprises financées. Toutefois, l'accès des personnes les plus démunies à ce dispositif demeure encore insuffisant, de même qu'il peine à jouer pleinement son rôle d'outil d'accompagnement vers la « bancarisation ».

Ce document est téléchargeable à l'adresse suivante :

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/noteie_microcredit_professionnel_042011.pdf

Autres Publications

ACP

Le rapport annuel d'activité de l'Autorité de contrôle prudentiel est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.banque-france.fr/acp/publications/rapport-annuel-d-activite-de-l-acp.htm>

2 – Actualité régionale

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 28 avril 2011 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. En mars 2011, la production industrielle du Japon a chuté de 15,3 % par rapport à février, à la suite du séisme et du tsunami. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 0,1 % sur un an en mars. Les dépenses de consommation des ménages ont baissé de 8,5 % en glissement annuel. Le taux de chômage CVS est resté stable à 4,6 % en mars. En mars 2011, les exportations ont reculé de 2,2 %, les importations ont crû de 11,2 % en glissement annuel et l'excédent commercial s'élève à 1,65 milliard d'euros.

Hausse de l'inflation en Chine

Le PIB de la Chine a progressé de 9,7 % au premier trimestre 2011 contre 9,8 % au trimestre précédent. La production industrielle a augmenté de 14,4 % au premier trimestre 2011. En mars 2011, l'indice chinois des prix à la consommation a augmenté de 5,4 % sur un an. Les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 35,8 % et de 27,3 % sur un an. L'excédent commercial a atteint 140 millions de dollars au mois de mars.

La banque centrale australienne maintient son taux directeur

L'indice des prix à la consommation s'est apprécié de 1,6 % au 1^{er} trimestre 2011 par rapport au 4^{ème} trimestre et de 3,3 % sur un an. Les prix des produits alimentaires augmentent sensiblement (+2,9 %), appuyés par la flambée des prix des légumes (+16,0 %) et des fruits (+14,5 %). En glissement annuel, les prix des fruits et légumes ont crû de 21,5 % en raison de conditions climatiques défavorables qui ont pesé sur la production. La banque centrale australienne a décidé, le 3 mai, de maintenir son taux directeur à 4,75 %.

Statu quo également pour la banque centrale néo-zélandaise

Au 1^{er} trimestre 2011, l'indice des prix à la consommation s'accroît de 0,8 % par rapport au trimestre précédent, et de 4,5 % sur un an. Cette nouvelle hausse est imputable aux prix des transports (+2,5 %), en phase avec ceux des produits pétroliers. Les autres contributeurs à la progression de l'indice sont les postes « boissons alcoolisées et tabac » (+3,5 % suite à l'augmentation de la taxe sur le tabac) et « biens alimentaires » (+1,2 %). La banque centrale néo-zélandaise a décidé, le 28 avril, de maintenir son taux directeur à 2,5 %.



3 – Brèves économiques locales

Visite de la Ministre de l'Outre-mer

La Ministre de l'Outre-mer, Mme Marie-Luce Penchard, s'est déplacée en Nouvelle-Calédonie du 14 au 17 avril. À cette occasion, la Ministre a rencontré les représentants des principaux courants politiques locaux afin d'examiner les solutions envisageables pour rétablir une stabilité institutionnelle. À son retour en métropole, le Premier ministre, M. François Fillon, a validé la proposition de la Ministre de modifier l'article 121 de la loi organique du 19 mars 1999, qui prévoit, en l'état actuel, que lorsqu'un membre du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie cesse d'exercer ses fonctions, le candidat suivant de liste le remplace. Lorsqu'il n'existe pas de suivant de liste susceptible de le remplacer, par exemple lorsque les candidats d'une liste ont démissionné dans leur totalité, le gouvernement, dans son ensemble, est démissionnaire de plein droit et il est procédé à l'élection d'un nouveau gouvernement dans un délai de quinze jours.

Revalorisation des bas salaires

Le gouvernement a adopté, le 19 avril, les arrêtés approuvant les revalorisations salariales définies par les accords professionnels signés pour treize branches d'activité. Ces accords prévoient, notamment, le relèvement des salaires compris entre 1 et 1,5 fois le salaire minimum garanti (SMG), conformément à l'accord cadre signé le 18 février 2010, relatif aux salaires et à l'amélioration de la compétitivité et de la productivité des entreprises. Ces revalorisations interviennent parallèlement à la hausse du salaire minimum garanti qui s'élève, depuis le 1^{er} janvier 2011, à 140 000 F CFP.

Léger recul des prix à la consommation et lutte contre la vie chère

En mars, l'indice des prix à la consommation a reculé de 0,1 % malgré la hausse de 2,4 % des prix de l'énergie. Cette baisse résulte en partie de la diminution de 0,8 % des prix des produits alimentaires, et plus particulièrement des prix des légumes frais (-15,8 %). Sur un an, l'indice des prix augmente de 2,7 %, les prix des produits alimentaires et de l'énergie progressant respectivement de 5,9 % et de 6,6 %.

Le gouvernement a présenté, le 2 mai, les 21 pistes de réflexion autour desquelles doit s'articuler son plan global de lutte contre la vie chère et d'amélioration du pouvoir d'achat qui sera dévoilé le 13 mai. Ces pistes reposent en partie sur une réforme de la fiscalité et une adaptation des régimes de protection des marchés. Les différents acteurs économiques devraient, dans un premier temps, proposer au gouvernement des mesures visant à réduire les prix de produits de grande consommation et de première nécessité.

Fin des travaux d'allongement de la piste de l'aérodrome de Magenta et avancement des travaux de l'aéroport de La Tontouta

Les travaux d'extension, de rénovation et de balisage de la piste de l'aérodrome de Magenta, débutés en juillet 2008, se sont achevés au premier trimestre 2011. L'allongement de 150 mètres de la piste, portée ainsi à 1 400 mètres, permet désormais à la compagnie Air Calédonie d'augmenter le nombre de passagers transportés par avion et d'assurer les décollages dans de meilleures conditions de sécurité.

Les deux premières phases de travaux d'agrandissement de l'aéroport international de La Tontouta sont achevées. Ainsi, les parkings (un parking public de 570 places et un parking pour les voitures de location), une gare routière et un nouveau bâtiment de fret de 3 300 m² ont été livrés. De même, le nouveau hall d'accueil de l'aéroport de La Tontouta est ouvert depuis avril 2011. La fin des travaux est prévue au 1^{er} semestre 2012, pour un montant global estimé à plus de 10 milliards de F CFP.

1^{ère} conférence régionale océanienne des Ministres de l'énergie, des technologies de l'information et de la communication et des transports

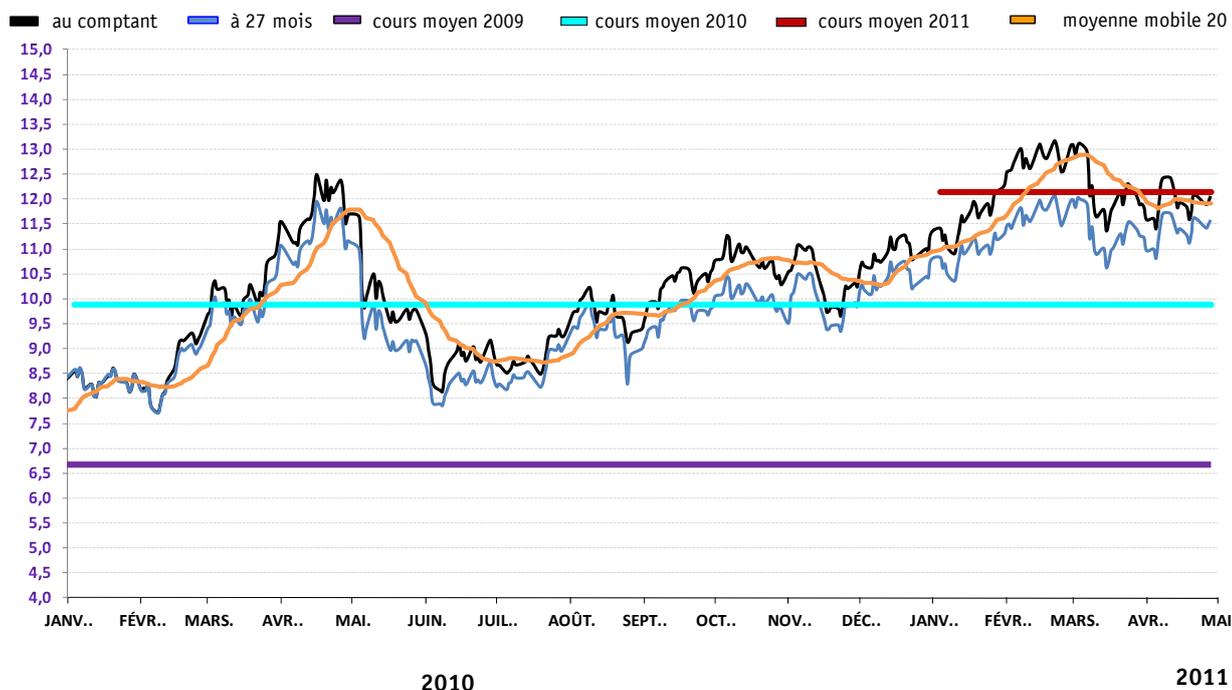
La 1^{ère} conférence régionale océanienne des Ministres de l'énergie, des transports et des technologies de l'information et de la communication (TIC) s'est tenue du 4 au 8 avril à Nouméa, au siège du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS). Deux cadres d'action, l'un relatif à l'énergie et l'autre aux transports, ont été approuvés par les représentants des différents pays insulaires du Pacifique. Ils visent à renforcer les partenariats régionaux pour, notamment, mieux coordonner les services régionaux de transport et améliorer la sécurité énergétique des pays de la zone.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		avr.-11	101,4	0,3%	2,7%
Nombre de demandeurs d'emploi		mars-11	8 285	8,2%	-9,9%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	mars-11	13 009	4,5%	40,6%
	cumulées	mars-11	30 956	-	9,1%
Importations	mensuelles	mars-11	24 338	-12,9%	13,7%
	cumulées	mars-11	72 879	-	30,1%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		avr.-11	11,94	-1,8%	1,2%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		avr.-11	985,90	-4,7%	-6,1%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	mars-11	375	29,3%	43,2%
	cumulées	mars-11	764	-	-6,2%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	mars-11	5 631	11,3%	12,1%
	cumulées	mars-11	13 530	-	-7,8%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	mars-11	6 894	6,1%	0,3%
	cumulés	mars-11	21 233	-	7,4%
• Nuitées	mensuels	févr.-11	48 455	-3,5%	22,5%
	cumulés	févr.-11	98 661	-	18,9%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		févr.-11	61,10%	+ 3,1 pts	+ 9,1 pts
• Croisiéristes		cumulés	51 023	-	37,0%
BTP					
• Ventés totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	mars-11	14 086	14,7%	-6,8%
	cumulées	mars-11	33 364	-	-8,1%
• Index BT 21 (p)		mars-11	138,49	0,3%	7,6%
• IRL (p)		mars-11	110,82	0,4%	1,9%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	mars-11	54	92,9%	-22,9%
	cumulées	mars-11	88	-	-36,7%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	mars-11	71	61,4%	-26,0%
	cumulées	mars-11	123	-	-36,9%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	mars-11	663	26,8%	-2,8%
	cumulées	mars-11	1 657	-	-5,8%

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	févr.-09	févr.-10	févr.-11	var 10/09	var 11/10
Circulation fiduciaire	12 645	13 252	14 283	4,8%	7,8%
Dépôts à vue	178 141	204 091	230 798	14,6%	13,1%
Total M1	190 786	217 343	245 081	13,9%	12,8%
M2-M1	80 209	90 827	94 906	13,2%	4,5%
Total M3	423 821	469 569	519 320	10,8%	10,6%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc.-08	déc.-09	déc.-10	var 09/08	var 10/09
Entreprises	346 651	382 013	406 004	10,2%	6,3%
Ménages	305 711	328 208	359 616	7,4%	9,6%
Collectivités locales	39 195	36 060	48 228	-8,0%	33,7%
Autres agents de CCB non ventilés	10 022	9 732	15 483	-2,9%	59,1%
Total concours sain	701 580	756 012	829 331	7,8%	9,7%
Créances douteuses brutes	14 213	15 435	16 545	8,6%	7,2%
Total concours brut	715 793	771 448	845 876	7,8%	9,6%

Interdits bancaires

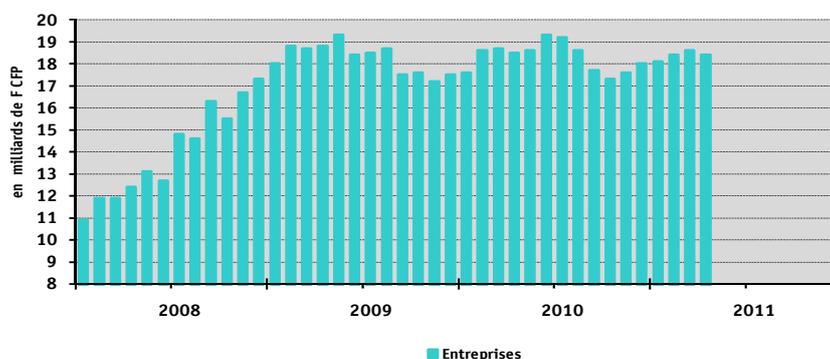
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	avr.-11	6 181	-1,2%	-2,6%
	dont personnes physiques	avr.-11	5 504	-1,1%	-3,1%
	dont personnes morales	avr.-11	677	-1,3%	1,7%

Cotation

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
	Cotes valides	avr.-11	13 566	3,5%	76,4%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	avr.-11	3 699	2,6%	17,8%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	avr.-11	18,4	-0,9%	-0,6%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	Var
Indice des prix à la consommation	avr	98,7	101,4	2,7
Entreprises				
nb d'entreprises	mars	49 380	52 912	7,2%
	dont nb d'entreprises sans salarié			
créations d'entreprises	mars	43 157	46 618	8,0%
cessations d'entreprises (p)	mars	1 506	1 375	-8,7%
liquidations judiciaires (nb)	mars	908	689	-24,1%
redressements judiciaires (nb)	mars	32	22	-31,3%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mars	11	14	27,3%
ventes de ciment local (tonnes)	avr	666	677	1,7%
importations ciment (tonnes)	mars	36 229	33 316	-8,0%
total ciment (tonnes)	mars	81	48	-41,1%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	mars	36 310	33 364	-8,1%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	mars	7 263	6 683	-8,0%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	avr	2 107	1 894	-10,1%
	mars	942	980	4,0%
Ménages				
emploi salarié (nb)	dec	81 538	84 540	3,7%
dont secteur privé	dec	58 381	60 875	4,3%
dont secteur public	dec	23 157	23 665	2,2%
demandes d'emploi de fin de mois	mars	9 196	8 285	-9,9%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	mars	8 060	7 560	-6,2%
chômeurs indemnisés	mars	1 795	1 824	1,6%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	avr	781,1	828,4	6,1%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	avr	5 680	5 504	-3,1%
incidents paiements sur chèques	avr	7 560	8 838	16,9%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	mars	1 759	1 657	-5,8%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	mars	3 793	3 877	2,2%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	mars	6 783	6 758	-0,4%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	mars	3 597	3 616	0,5%
Echanges				
nombre de touristes	mars	19 772	21 233	7,4%
nombre de croisiéristes	mars	37 231	51 023	37,0%
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	févr	52,3%	61,1%	8,8pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	avr	9,74	12,13	24,6%
cours du nickel au LME en \$/lb	avr	11,80	11,94	1,2%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	mars	814	764	-6,2%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	mars	4 213	5 392	28,0%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	mars	14 674	13 530	-7,8%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	mars	23 236	24 115	3,8%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	mars	139	88	-36,7%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	mars	195	123	-36,9%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	mars	27 644	29 630	7,2%
part de ces produits dans le total des exportations	mars	97%	96%	-1,69pt
total des importations (M FCFP)	mars	56 014	72 879	30,1%
total des exportations (M FCFP)	mars	28 381	30 956	9,1%
taux de couverture	mars	50,67%	42,48%	-8,2pts
recettes douanières (M FCFP)	mars	10 130	10 236	1,0%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	févr	204 091	230 798	13,1%
M1	févr	217 343	245 081	12,8%
M2	févr	308 170	339 987	10,3%
Dépôts à termes	févr	161 228	179 176	11,1%
M3	févr	469 569	519 320	10,6%
P1	févr	4 192	4 031	-3,8%
coût du crédit aux entreprises- court terme	janv	4,77%	4,89%	0,13 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	janv	4,39%	4,58%	0,19 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	janv	5,02 %	4,63 %	-0,40 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	janv	17,17 %	18,28 %	1,11 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	dec	771 448	845 876	9,6%
Ménages	dec	328 208	359 616	9,6%
dont crédits à la consommation	dec	65 714	69 048	5,1%
dont crédits à l'habitat	dec	260 763	289 191	10,9%
Entreprises	dec	382 013	406 004	6,3%
dont crédits d'exploitation	dec	76 575	77 372	1,0%
dont crédits d'investissement	dec	206 215	213 900	3,7%
dont crédits à la construction	dec	91 741	101 159	10,3%
Collectivités locales	dec	36 060	48 228	33,7%
dont d'investissement	dec	32 117	42 022	30,8%
Autres agents de CCB non ventilés	dec	9 732	15 483	59,1%
créances douteuses brutes	dec	15 435	16 545	7,2%
taux de créances douteuses brutes	dec	2,0%	2,0%	-0,04 pt
ensemble des actifs financiers	dec	557 216	626 981	12,5%
Ménages	dec	299 754	319 968	6,7%
Sociétés	dec	187 129	213 519	14,1%
Autres agents	dec	70 333	93 495	32,9%
dont assurances-vie	dec	76 408	90 769	18,8%

(p) : provisoire (a) : actualisé

2 – Actualité régionale

Le Vanuatu prépare son entrée dans l'OMC

L'archipel de Vanuatu est en passe de rejoindre l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) après avoir franchi ce lundi 2 mai l'une des ultimes étapes préliminaires à son accession au statut de membre de cette organisation. Connu pour son coprah, son café, et sa viande réputée de haute qualité, cet archipel mélanésien fit sa première demande afin de rejoindre l'organisation en juillet 1995. Son dossier a été approuvé en 2001, mais il a fallu à Vanuatu plus de temps que prévu pour remplir les conditions attachées à cette adhésion. En 2008, de nouvelles négociations ont repris sur des notions de transparence et de stabilité économique ainsi que sur le rabaissement des barrières douanières sur un large éventail de biens et services. En ce début mai, le Directeur Général de l'OMC Pascal Lamy a déclaré l'entrée du Vanuatu à l'OMC dans les six mois à venir.

Croissance économique dans les îles Fidji

La banque centrale des îles Fidji (Reserve Bank of Fiji) prévoit un rebondissement de l'économie de l'archipel au cours de l'année 2011 avec un taux de croissance de l'ordre de 2,7 %. Selon M. Whiteside, Gouverneur par intérim de la banque centrale de Fidji, les chiffres de croissance de l'année 2010 étaient décevants (1,3 %). Cette croissance devrait s'appuyer sur quatre principaux piliers de l'économie fidjienne : l'agriculture, le tourisme, l'industrie forestière, et la pêche. L'objectif serait de retrouver le niveau de croissance atteint en 2006 avant le coup d'Etat (3,5 %).

Démographie en Papouasie Nouvelle-Guinée

Selon les dernières projections du bureau national de la statistique, la Papouasie Nouvelle Guinée devrait probablement passer le cap des sept millions d'habitants d'ici la fin 2011. La population actuelle est estimée à 6,6 millions d'habitants, avec un taux de croissance estimé en 2000 à 2,7 %. En 30 ans, le nombre d'habitants est passé de 2,9 millions en 1980 à 3,5 millions en 1990 et avait déjà franchi la barre des cinq millions en 2000. Caractéristique démographique commune à de nombreux pays insulaires du Pacifique, l'âge moyen de la population est inférieur à vingt ans et moins de quinze ans pour 40 % de la population.

3 – Brèves locales

Augmentation des prix à la consommation des ménages

En mars 2011, l'indice des prix à la consommation (hors tabac) a augmenté de 0,81 % sur le trimestre, pour s'établir à 106,07. La plupart des postes contribuent à cette hausse (énergie : +4,76 %, produits manufacturés : +0,83 %, alimentation : 0,45 %). Seuls les prix des services sont en baisse de 1,05 % par rapport au trimestre précédent. Sur un an, l'IPC croît de 3,07 %, soit un niveau supérieur à celui de la Nouvelle Calédonie (2,7 %) et de la France métropolitaine (2 %). En glissement annuel, les prix de l'énergie contribuent fortement à cette augmentation (+ 10,09 % contre 6,6 % en Nouvelle Calédonie). Cette hausse devrait se poursuivre dans les prochains mois suite à l'accélération des prix du baril sur les marchés mondiaux.

Amélioration de la situation bancaire des ménages

Les données transmises par la Banque de France au 30 avril 2011 montrent une amélioration de la situation des ménages wallisiens et futuniens vis-à-vis du Fichier Central des Chèques (FCC). Ainsi, 379 personnes physiques se trouvent en situation d'interdiction bancaire à cette date (contre 440 un an auparavant, soit une baisse de 13,9 %). En effet, de nombreux dossiers ont pu être régularisés grâce à la suppression des pénalités libératoires en fin d'année 2010 mais aussi par des démarches individuelles dans le but de pouvoir prétendre à des moyens de paiement ou de souscrire des crédits de trésorerie. Par ailleurs, les établissements bancaires ont déclaré en cumul depuis le début de l'année 280 incidents de paiement sur chèques et 6 retraits de cartes bancaires, contre respectivement 310 et 15 l'année passée, démontrant une meilleure utilisation des moyens de paiements.

4^{ème} Comité de pilotage de l'ADIE

L'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) a organisé ce jeudi 5 mai 2011, son quatrième comité de pilotage, présidé par le Secrétaire Général de l'Administration supérieure des îles Wallis-et-Futuna M Jean-Paul MOSNIER et en présence du Directeur régional de l'ADIE, M Emmanuel Blanchard. Ce dernier a présenté son rapport d'activité auprès des partenaires locaux de l'ADIE : l'Administration supérieure, l'Assemblée territoriale, la Banque de Wallis-et-Futuna, l'Agence Française de Développement... Selon M. Blanchard, les résultats de l'activité de l'ADIE à Wallis-et-Futuna sont encourageants : en 2010, 59 microcrédits ont été financés par l'ADIE et en janvier 2011 l'agence de Wallis-et-Futuna a reçu de la Délégation de la Nouvelle Calédonie le meilleur prix du taux de remboursement en 2010.

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		1T 2011	106,07	-	3,1%
SMIG mensuel en XPF		avr-10	82 206	3,0%	3,0%
Nombre d'emplois salariés		sept-10	2 038	-	0,5%
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	mars-11	596	15,4%	43,2%
	cumulées	mars-11	1 499	-	27,6%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	mars-11	93	-0,6%	54,6%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	mars-11	260	-	33,6%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	mars-11	103	-	16,5%

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Energie					
Production nette d'électricité (milliers de kWh)		1T 2011	4 926	-	-0,1%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	févr-11	571	0,3%	-2,2%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	févr-11	150	-76,4%	-2,0%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	avr-11	1 990	4,3%	6,5%
	cumulé	avr-11	9 506	-	4,9%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	avr-11	1 123	33,7%	8,8%
	cumulé	avr-11	4 103	-	2,8%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	mars-11	3	50,0%	50,0%
	cumulées	mars-11	7	-	-12,5%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs		avr-11	9	-10,0%	-25,0%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWF, SWAFEPF, Aviation civile

5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Hausse de la M3 sur le mois et sur l'année

en millions de F CFP	févr-10	janv-11	févr-11	▲/mois	▲/an n
Circulation fiduciaire	1 916	2 155	2 172	0,8%	13,4%
Dépôts à vue	3 000	3 622	3 668	1,3%	22,3%
Total M1	4 916	5 777	5 840	1,1%	19%
M2-M1	497	576	568	-1,4%	14,3%
Total M3	5 965	6 828	6 934	1,55%	16,2%

Concours à caractère bancaire

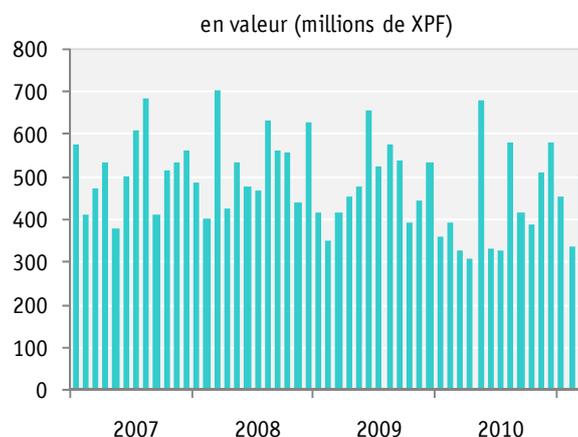
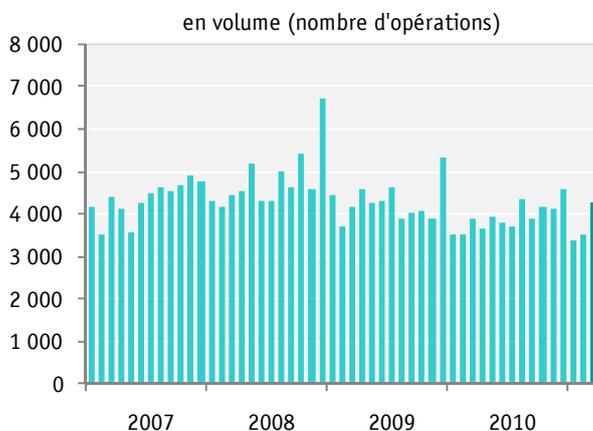
Recul sur l'année des crédits bancaires octroyés.

en millions de F CFP	mars-09	mars-10	mars-11	▲/an n
Crédits de trésorerie	1 005	885	890	0,5%
Crédits à l'équipement	1 622	1 353	1 202	-11,1%
Crédits à l'habitat	521	363	341	-5,8%
Autres crédits	372	245	269	10,1%
Sous total	3 520	2 845	2 703	-5,0%
Créances douteuses brutes	754	792	774	-2,3%
Total	4 274	3 638	3 477	-4,4%

Compensation

Progression des opérations de compensation tant sur le mois que sur l'année

	mars-10	févr-11	mars-11	cumul 2011	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 873	3 529	4 265	6 890	20,9%	10,1%
Compensation (en millions de CFP)	329	337	507	789	50,3%	53,9%



Incidents bancaires

Recul des incidents de paiement par chèque sur le mois et sur l'année

en nombre	avr-10	mars-11	avr-11	cumul 2011	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	62	108	39	133	-63,9%	-37,1%
Retraits de cartes bancaires	2	2	2	2	0,0%	0,0%

Interdits bancaires

Baisse du nombre de personnes physiques frappées d'une interdiction bancaire

en nombre	avr-10	mars-11	avr-11	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	450	403	389	-3,5%	-13,6%
- dont personnes physiques	440	393	379	-3,6%	-13,9%
- dont personnes morales	10	10	10	0,0%	0,0%

Cotation

Stagnation du nombre de cotes valides sur le mois

en nombre	avr-10	mars-11	avr-11	▲/mois	▲/an
Cotes valides	48	38	38	0,0%	-20,8%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	14	13	13	0,0%	-7,1%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	2011	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	mars	99,58	102,91	106,07	3,1%
Entreprises					
nombre d'entreprises	sept	702	475	-	-32,3%
créations	sept	13	11	-	-15,4%
fermetures	sept	5	75	-	1400%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	avril	12	10	10	0,0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	mars	106	181	266	46,8%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	mars	5	31	12	-62,4%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	avril	16	21	23	9,5%
Ménages					
emploi salarié (nb)	sept	2 027	2 038	-	0,5%
dont secteur privé	sept	802	843	-	5,1%
dont secteur public	sept	1 225	1 195	-	-2,4%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 ^{er} avril 2010	472	486	-	3,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	avril	437	440	379	-13,9%
décision retrait cartes bancaires	avril	6	15	6	-60,0%
incidents paiements sur chèques	avril	412	310	280	-9,7%
importations de produits alimentaires (M XPF)	mars	269	349	404	15,8%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	mars	129	131	210	61,0%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	mars	45	42	76	78,2%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	avril	38	22	30	36,4%
Echanges extérieurs en millions de XPF					
importations	mars	873	1 175	1 499	27,6%
exportations	mars	-	-	-	-
recettes douanières	mars	266	285	366	28,5%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	mars	157	194	260	33,6%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	mars	106	88	103	16,5%
Indicateurs financiers					
Dépôts à vue	déc	38 260	35 311	-	-7,7%
M1	déc	61 381	58 973	-	-3,9%
M2	déc	68 220	65 479	-	-4,0%
Dépôts à terme	déc	9 088	6 806	-	-25,1%
M3	déc	77 308	72 285	-	-6,5%
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues					
Ménages	mars	1 467	1 354	1253	-7,5%
dont crédits à la consommation	mars	941	893	911	2,1%
dont crédits à l'habitat	mars	521	458	341	-25,4%
Entreprises	mars	1 241	1 153	1051	-8,9%
dont crédits d'exploitation	mars	154	98	112	14,1%
dont crédits d'investissement	mars	1 070	1010	896	-11,3%
dont crédits à la construction	mars	-	-	-	-
Collectivités locales	mars	361	343	306	-10,8%
Autres agents et CCB non ventilés	mars	124	136	94	-31,0%
créances douteuses brutes	mars	770	792	774	-2,3%
taux de créances douteuses	mars	19%	21%	22%	+ 1 pt
ensemble des actifs financiers					
Ménages	déc	2 664	2 856	-	7,2%
Sociétés	déc	2 346	1 678	-	-28,5%
Autres agents	déc	3 909	4 034	-	3,2%
dont assurances-vie	déc	775	921	-	18,8%

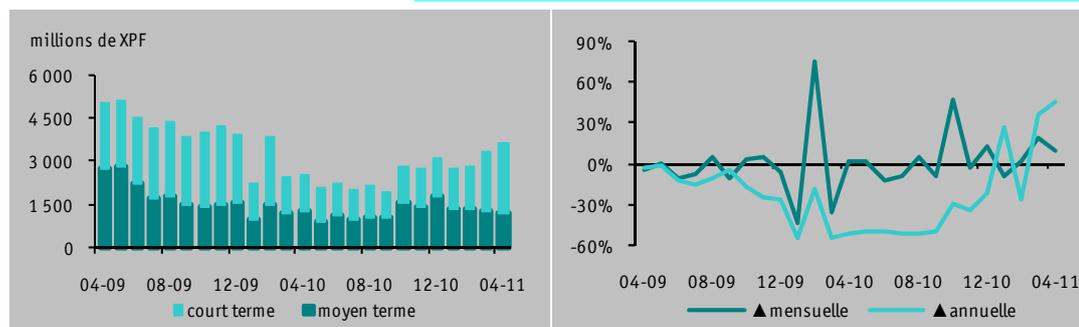
Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Refinancement à court terme en forte progression

en millions de F CFP	avr-10	mars-11	avr-11	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 240	2 021	2 393	18,4%	93,0%
Utilisations à moyen terme	1 208	1 258	1 178	-6,3%	-2,4%
Refinancement total	2 447	3 278	3 571	8,9%	45,9%



Cotation

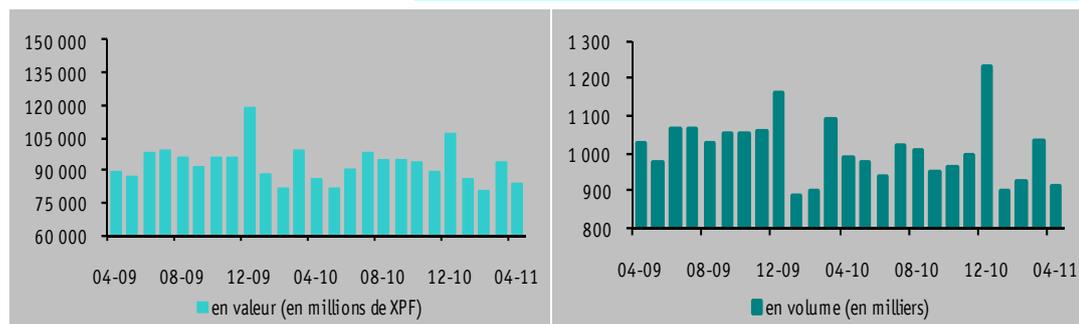
Progression en avril du nombre d'entreprises éligibles au réescompte

en nombre	avr-10	mars-11	avr-11	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	5 780	6 736	6 766	0,4%	17,1%
<i>dont ent. cotées sur doc. comptable valide</i>	1 512	1 268	1 277	0,7%	-15,5%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 589	1 502	1 538	2,4%	-3,2%

Compensation

Recul en volume et en valeur des valeurs échangées

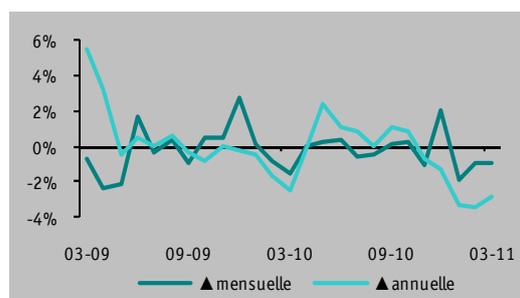
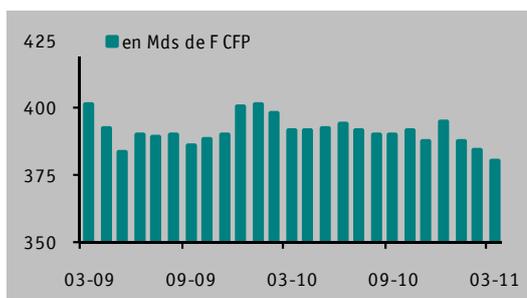
	mars-11	avr-11	▲/mois	Cumul 2011	▲ cumul/an
Nombre	1 032 115	913 711	-11,5%	3 767 607	-2,4%
Montant (millions de F CFP)	93 037	83 861	-9,9%	342 262	-3,4%



Masse monétaire

Troisième mois de repli de la masse monétaire

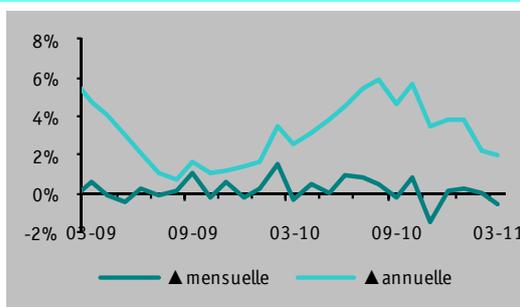
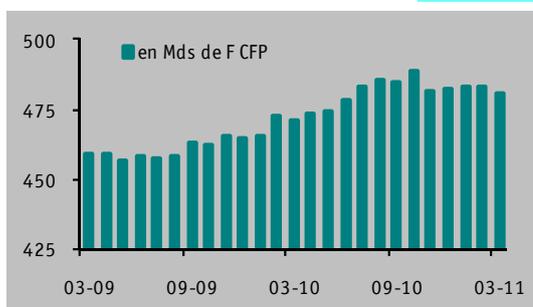
en millions de F CFP	mars-10	févr-11	mars-11	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 346	14 052	14 139	0,6%	-1,4%
Dépôts à vue	153 940	151 143	145 660	-3,6%	-5,4%
Comptes sur livrets	110 508	109 064	107 294	-1,6%	-2,9%
Comptes d'épargne logement	227	235	291	23,8%	28,3%
Dépôts à terme	105 891	105 478	108 774	3,1%	2,7%
Autres	6 316	3 877	3 367	-13,2%	-46,7%
Total M3	391 228	383 849	379 525	-1,1%	-3,0%



Concours des banques locales à l'économie

Repli des concours bancaires sur le mois

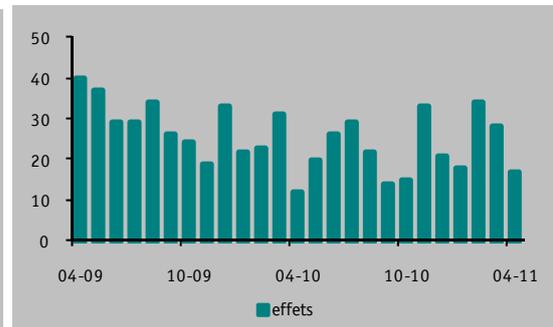
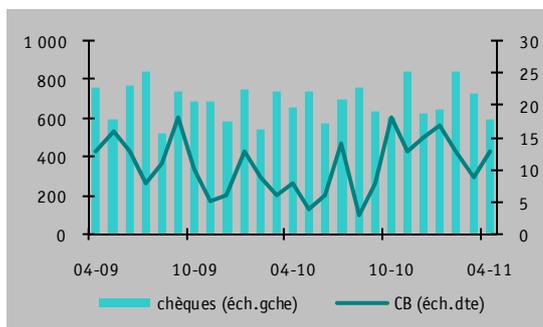
en millions de F CFP	mars-10	févr-11	mars-11	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	139 050	135 160	133 850	-1,0%	-3,7%
Crédits d'équipement	63 199	60 636	62 795	3,6%	-0,6%
Crédits à l'habitat	154 540	156 403	155 314	-0,7%	0,5%
Autres crédits	74 113	78 187	74 680	-4,5%	0,8%
Créances dout. brutes	40 264	52 955	53 938	1,9%	34,0%
Total CCB	471 166	483 342	480 578	-0,6%	2,0%



Incidents de paiement

Baisse sensible du nombre d'incidents de paiement

en nombre	avr-10	mars-11	avr-11	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements :	671	767	623	-18,8%	-7,2%
- sur chèques	651	730	593	-18,8%	-8,9%
- sur effets	12	28	17	-39,3%	41,7%
- retraits de cartes bancaires	8	9	13	44,4%	62,5%



Interdits bancaires

Repli des interdictions bancaires sur le mois

en nombre	avr-10	mars-11	avr-11	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 878	3 649	3 636	-0,4%	-6,2%
- dont personnes physiques	3 424	3 218	3 203	-0,5%	-6,5%
- dont personnes morales	454	431	433	0,5%	-4,6%

3 – Brèves économiques locales

Finances publiques

Accord sur l'octroi d'un prêt de 5 milliards de F CFP de l'AFD à la Polynésie française

La Ministre chargée de l'Outre-mer, Marie-Luce Penchard, et le président du gouvernement de la Polynésie française, Oscar Temaru, ont signé le 2 mai un protocole d'accord pour l'octroi d'un prêt de 41,9 millions d'euros (5 milliards de F CFP) par l'Agence française de Développement (AFD). Le versement des deux tranches du prêt, de respectivement 25 et 16,9 millions d'euros (3 et 2 milliards de F CFP) est soumis à certaines conditions, notamment la mise en œuvre de mesures visant à réduire les dépenses de la collectivité (gel des effectifs de la fonction publique territoriale, vente d'actifs) et à améliorer ses recettes (moratoire sur la défiscalisation).

Augmentation de l'enveloppe du PAP de près de 2 milliards de F CFP

Les représentants de l'Assemblée de Polynésie ont adopté l'augmentation de l'enveloppe destinée au financement du dispositif de Prêt d'accès à la propriété (PAP), portant son montant de 6 milliards de F CFP à 7,9 milliards. Ce dispositif de soutien à l'investissement des ménages a connu, depuis sa mise en place en septembre 2010, un vif succès nécessitant une enveloppe additionnelle afin de pouvoir traiter favorablement les 225 dossiers qui restent en instance dans les banques.

Prix

Hausse des tarifs des hydrocarbures à compter du 1^{er} mai

Le Conseil des Ministres a décidé une revalorisation des tarifs des hydrocarbures afin de tenir compte de la forte appréciation du cours du pétrole au cours des derniers mois ainsi que de l'aggravation du déficit du Fonds de régulation des prix des hydrocarbures, estimé à 763 millions de F CFP à fin avril 2011. A compter du 1^{er} mai, les prix de vente de l'essence à la pompe et du gazole ont été relevés de 10 F CFP le litre, portant leur prix respectif à 160 F CFP et 147 F CFP le litre.

Aides de l'Etat

405 millions de F CFP de subventions aux communes

L'Etat a alloué 405 millions de F CFP de subventions à 21 communes de Polynésie française, au titre de la Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR). La DETR, qui remplace la « dotation globale d'équipement des communes » et la « dotation de développement rural », a vocation à aider les communes dans la réalisation de projets dans le domaine économique, social, environnemental ou touristique, ou favorisant le développement ou le maintien de services publics en milieu rural. 40 opérations ont été subventionnées par le DETR, permettant notamment l'acquisition de moyens de secours et de transport spécialisés, la construction et la rénovation de bâtiments communaux et d'établissements scolaires.

Etablissements de crédit

Concours de l'AFD à la Banque Socredo d'un montant de 4,2 milliards de F CFP

L'Agence française de développement (AFD) a décidé, lors de son conseil d'administration du 14 avril, d'accorder à la Banque Socredo un concours de 35 millions d'euros (4,2 milliards de F CFP) pour le financement de son activité. La Socredo est détenue à 50 % par la Polynésie, à 35 % par l'AFD et à 15 % par la BRED-BP. Son statut et son actionariat lui confère un rôle de banque de développement.

Réforme de la loi électorale

Le projet de loi organique de la Polynésie française adopté en Conseil des Ministres

Mi-avril, l'Assemblée de Polynésie française (APF) a rendu un avis réservé sur le projet de réforme électorale présenté par la Ministre de l'outre-mer Marie-Luce Penchard. Les principales critiques ont concerné la diminution du nombre de ministres et les règles relatives à la composition des cabinets ministériels.

Le projet de réforme sur le fonctionnement des institutions en Polynésie a été présenté en Conseil des Ministres à Paris le 20 avril. Les seules modifications apportées, conformément aux recommandations du Conseil d'Etat, concernent le seuil minimal requis pour le maintien des listes au second tour des élections, abaissé à 10 % (12,5 % dans le texte d'origine), les règles de répartition de la prime majoritaire dans l'archipel de la Société ainsi que les conditions de dépôt d'une motion de défiance ou de renvoi budgétaire (1/3 des représentants contre 3/5 initialement).

Le texte élaboré par la ministre de l'Outre-mer prévoit de maintenir le nombre actuel d'élus à l'APF (57) ainsi que celui pour les quatre archipels éloignés de Papeete (12). Il prévoit également un seul mode de scrutin, proportionnel, dans toutes les circonscriptions, ramenées de six à cinq, et rétablit une prime majoritaire de 19 sièges pour la liste arrivée en tête, calculée au taux de 33 % dans les cinq circonscriptions.

Ce projet de réforme électorale visant à restaurer une stabilité politique en Polynésie française doit être étudié par le Parlement en juin 2011.

Nouvelles technologies

Moratoire sur les demandes d'autorisations en matière de télécommunications

Le Conseil des Ministres a décidé la suspension pour une durée de deux ans, du dépôt des demandes d'autorisation d'utilisation de fréquences ainsi que des demandes de licences d'opérateur. Ce moratoire est motivé par la nécessité de modifier préalablement le Code des postes et télécommunications régissant ces autorisations, afin de mettre en place un processus d'appel à candidatures basé sur des études d'opportunité et de faisabilité technique et économique des demandes.

4 – Brèves économiques régionales

Nouvelle-Zélande : séismes et déficit budgétaire

Nouvelle réplique sismique dans la région de Christchurch

Le 10 mai 2011, un séisme de magnitude 5,3 sur l'échelle de Richter a frappé vers Canterbury, à une vingtaine de kilomètres de Christchurch. Il s'agit du 25^e tremblement de terre d'importance dans la région depuis septembre dernier. Pour l'heure, les autorités néozélandaises ne déplorent pas de dégâts majeurs.

Implications sur le budget du pays

Le Ministre des finances a annoncé que le déficit budgétaire pour l'exercice 2010-2011 devrait s'élever à 17 milliards de dollars néozélandais (9 milliards d'euros) contre 9 milliards l'année précédente, soit son plus haut niveau historique.

Dans son rapport annuel relatif à la Nouvelle-Zélande, le FMI estime que le coût de la reconstruction après les tremblements de terre de Christchurch devrait avoisiner 15 milliards de dollars néozélandais (8 milliards d'euros), soit 7,5 % du PIB annuel du pays. Celui-ci devrait progresser de 1 % en 2011, après + 1,5 % en 2010.

Australie : politique monétaire

Communiqué trimestriel de la RBA que la politique monétaire

Lors de sa réunion du 3 mai 2011, la Reserve Bank of Australia (RBA) a opté pour le maintien de son principal taux directeur, le Cash rate, à 4,75 %.

Mais, à l'occasion de son communiqué trimestriel de politique monétaire du 5 mai 2011, elle rappelle qu'elle pourrait être amenée à relever ses taux prochainement, compte tenu des pressions inflationnistes. Elle anticipe en effet un dépassement de l'évolution des prix au-delà de sa fourchette cible (entre 2 % et 3 %) ; l'inflation sous-jacente pourrait atteindre 3 % avant la fin de l'année et 3,25 % d'ici à 2013.

La RBA constate par ailleurs que l'économie australienne reste sur une tendance globalement positive, en dépit d'un premier trimestre 2011 entaché par les inondations dans le Queensland, et mise sur un rebond aux deuxième et troisième trimestres.

Australie : publication du budget 2011-2012

Objectif de retour à l'équilibre budgétaire

Le 10 mai 2011, le gouvernement australien a présenté son projet de budget 2011-2012. En dépit des dépenses supplémentaires et des baisses de rentrées fiscales engendrées par les catastrophes naturelles qui ont touché le pays l'année dernière, il vise un retour à l'équilibre pour l'exercice 2012-2013 ; pour ce faire, il prévoit de réaliser 22 milliards de dollars australiens (16,5 milliards d'euros) d'économies sur les dépenses.

Il table en outre sur le dynamisme de la croissance économique (+ 4 % attendu pour 2012), soutenue par les exportations et l'investissement dans le secteur de l'énergie.

Saluant les efforts de restriction budgétaire du gouvernement Gillard, l'agence Moody's a maintenu la note « AAA » de l'Australie malgré la dégradation du ratio déficit budgétaire/PIB qui devrait atteindre 7,2 % l'année prochaine.

Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	mars 11	102,3	103,9	104,3	0,4%	1,9%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	fév.11	122,9	120,3	120,1	-0,2%	-2,3%
Commerce extérieur						
Exportations (en M F CFP)	mars 11	648	1 623	1 159	-28,6%	79,0%
Importations (en M F CFP)	mars 11	15 215	11 286	14 254	26,3%	-6,3%
						(source : ISPF)
Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	mars 11	4 304	2 359	2 069	-12,3%	-51,9%
Immatriation de véhicules utilitaires neufs (nb)	avr.11	167	100	94	-6,0%	-43,7%
Camions	avr.11	8	5	4	ns	-50,0%
Camionnettes	avr.11	159	95	90	-5,3%	-43,4%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mars 11	453	432	431	-0,2%	-4,9%
						(sources : ISPF, IEOM)
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	mars 11	1 968	1 773	2 145	21,0%	9,0%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	mars 11	2 908	2 587	3 168	22,5%	9,0%
Immatriation de véhicules particuliers neufs (nb)	avr.11	441	251	210	-16,3%	-52,4%
Personnes physiques en interdiction bancaire	mars 11	3 416	3 268	3 218	-1,5%	-5,8%
						(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	mars 11	340	747	822	9,9%	141,8%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	mars 11	12	45	28	-37,2%	139,0%
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	mars 11	99	136	86	-36,5%	-12,9%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	mars 11	262	164	188	14,9%	-28,1%
Industrie						
Exportations de monoïen vrac et conditionné (en M F CFP)	mars 11	4	29	14	-50,4%	287,3%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	mars 11	77	52	54	5,7%	-29,0%
Tourisme						
Trafic aérien (nb)	mars 11	33 923	34 469	37 556	9,0%	10,7%
Nombre de touristes	fév.11	9 730	11 371	11 038	-2,9%	13,4%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	avr.11	49,0%	52,8%	52,2%	-0,6 pt	+ 3,2 pts
						(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers (Encours banques locales en M FCFP)						
Dépôts						
Ménages						
Dépôts à vue	fév.11	59 600	57 309	57 832	0,9%	-3,0%
Comptes sur livret	fév.11	104 892	104 073	102 397	-1,6%	-2,4%
Dépôts à terme	fév.11	54 099	54 569	53 147	-2,6%	-1,8%
Entreprises						
Dépôts à vue	fév.11	83 373	79 003	78 606	-0,5%	-5,7%
Dépôts à terme	fév.11	35 481	40 145	40 385	0,6%	13,8%
Encours bancaires						
Ménages						
Crédits de trésorerie	fév.11	88 043	84 107	82 865	-1,5%	-5,9%
Crédits à l'habitat	fév.11	130 268	132 516	133 383	0,7%	2,4%
Entreprises						
Crédits de trésorerie	fév.11	50 283	50 014	50 658	1,3%	0,7%
Crédits d'équipement	fév.11	54 915	51 499	51 673	0,3%	-5,9%
Créances douteuses						
Créances douteuses brutes	fév.11	39 292	53 271	52 903	-0,7%	34,6%
						(source : IEOM)

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,50%	13/04/2011
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,25%	13/04/2011
taux de la facilité de prêt marginal	2,00%	13/04/2011

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,80% à 6,25% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2011)
taux de la facilité de prêt marginal	13/04/2011	2,00%	
taux de l'escompte de chèques	13/04/2011	2,00%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	29/04/2011	31/03/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08
EONIA	1,4200%	0,9020%	+ 0,518 pt	0,8170%	+ 0,603 pt
EURIBOR 1 mois	1,2370%	0,9680%	+ 0,269 pt	0,7820%	+ 0,455 pt
EURIBOR 3 mois	1,3850%	1,2390%	+ 0,146 pt	1,0060%	+ 0,379 pt
EURIBOR 6 mois	1,6750%	1,5460%	+ 0,129 pt	1,2270%	+ 0,448 pt
EURIBOR 12 mois	2,1320%	1,9960%	+ 0,136 pt	1,5070%	+ 0,625 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2010
banques locales		
taux d'intérêt légal		JORF
année 2011	0,38%	03/02/2011
année 2010	0,65%	11/02/2010

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	29/04/2011	31/03/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08
TEMPE	1,0016%	0,6483%	+ 0,772 pt	0,4902%	+ 0,930 pt
EURIBOR 1 mois	1,1290%	0,9020%	+ 0,227 pt	0,8110%	+ 0,318 pt
EURIBOR 3 mois	1,3220%	1,1760%	+ 0,146 pt	1,0220%	+ 0,300 pt
EURIBOR 6 mois	1,6220%	1,4850%	+ 0,137 pt	1,2510%	+ 0,371 pt
EURIBOR 12 mois	2,0870%	1,9270%	+ 0,160 pt	1,5260%	+ 0,561 pt
TMO	3,9500%	3,8600%	+ 0,090 pt	3,5900%	+ 0,360 pt
TME	3,7500%	3,6600%	+ 0,090 pt	3,3900%	+ 0,360 pt
TRBOSP	3,9000%	3,8700%	+ 0,030 pt	3,6500%	+ 0,250 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	29/04/2011	31/03/2011	31/12/2010	29/04/2011	31/03/2011	31/12/2010	29/04/2011	31/03/2011	31/12/2010
taux JJ	0,170%	0,200%	0,230%	0,160%	0,080%	0,080%	0,490%	0,570%	0,490%
3 mois	0,190%	0,475%	0,476%	0,180%	0,280%	0,110%	0,865%	0,890%	0,820%
10 ans emprunts phares	3,340%	3,470%	3,310%	1,200%	1,270%	1,120%	3,470%	3,690%	3,400%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2011)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,12%
Prêts à taux fixe	5,61%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,01%
Prêts à taux variable	5,01%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,77%
Prêts relais	5,99%	Dé couverts en compte (1)	13,77%
Autres crédits aux particuliers (applicables du 1er mai au 30 juin 2011)		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,65%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	21,47%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Dé couverts en compte, crédits renouvelables et financements d'achats ou de ventes à tempérament	19,53%		
Prêts et autres prêts	8,03%		Dé couverts en compte (1)

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF / EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	80,3040	1 NZD/XPF	64,8049	1 HKD/XPF	10,3383	1 GBP/XPF	133,8250	
100 JPY/XPF	98,8910	1 AUD/XPF	88,0028	1 SGD/XPF	65,5489	100 VUV/XPF	88,8367	1 FJD/XPF	46,1043

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Éditeur et imprimeur IEOM – 164, rue de Rivoli - 75001 PARIS

Dépôt légal : mai 2011 – Achevé d'imprimer le 6 mai 2011 – N°ISSN 1955-8376

